

50



GÉOÉCONOMIE

REVUE TRIMESTRIELLE - ÉTÉ 2009

LES CONFLITS DE LA MONDIALISATION

NUMÉRO ANNIVERSAIRE

CHOISEUL

Géopolitique, économie et nation

Yves LACOSTE

Professeur émérite de l'université Paris-VIII, directeur de la revue Hérodote.

Cet entretien, réalisé par Pascal Lorot, est paru dans la première livraison de Géoéconomie (alors appelée Revue française de Géoéconomie) au printemps 1997.

Revue Française de Géoéconomie - Quand on parle de géopolitique, on fait référence le plus souvent à des rivalités de pouvoir relatives à des territoires physiques. Ce qui me surprend beaucoup dans vos écrits, que ce soit dans la revue Hérodote ou encore dans l'excellent Dictionnaire de géopolitique dont vous avez assuré la direction, est qu'à aucun moment n'est fait référence à l'économie. Pourtant, nombre de conquêtes territoriales semblent motivées par la possession de richesses industrielles, minières ou autres. Quelle place faites-vous donc aujourd'hui aux phénomènes économiques dans l'analyse géopolitique ?

Yves Lacoste – Il n'est pas exact de dire que j'ai négligé l'économie dans mes travaux. J'ai accordé de l'importance aux phénomènes économiques et sociaux lorsque je travaillais sur les problèmes du sous-développement. Mais il est vrai, cela remonte à de nombreuses années...

Revenons cependant à la géopolitique. Dans la conception que je me fais de ce concept, je n'exclus nullement l'économie. Il y a des rivalités de territoires qui concernent des régions présentant un intérêt économique important par leur positionnement sur des axes de circulation ou encore sur des sites miniers. Mais des rivalités peuvent également exister lorsque ces mêmes territoires sont pauvrement dotés en richesses, l'objectif premier des affrontements étant alors le contrôle politique des populations vivant sur ledit territoire, bien que ce dernier ne présente aucun intérêt économique. Vous avez raison de le signaler, les préoccupations des phénomènes géopolitiques tels qu'ils s'expriment dans la revue *Hérodote*, par exemple, relèvent davantage de l'analyse des rivalités sur des territoires et des populations, que de la présentation d'enjeux économiques, qui étaient par ailleurs parfaitement connus de tout le monde. Cela ne veut pas dire que les phénomènes économiques n'aient pas leur rôle. Ils l'ont incontestablement comme l'a parfaitement démontré la guerre du Golfe. Seulement, le champ d'étude géopolitique étant vaste, nous avons délibérément opté de ne pas privilégier les enjeux économiques dans nos analyses. La tâche de la géoéconomie est assurément d'explorer ce champ, à ce jour peu couvert faute de temps, de moyens et d'expertise technique. En cela, elle complètera opportunément les travaux entrepris par les géopoliticiens « géographes ».

RFG. - Est-ce à dire que l'approche géoéconomique peut être complémentaire de l'approche géopolitique ?

Y.L. - Absolument. Géopolitique et géoéconomie se complètent parfaitement. Prenons l'exemple des phénomènes monétaires. Dans l'ensemble, ils sont mal connus sauf par ceux qui en sont spécialistes, bien évidemment. Au niveau international, ils ont une importance considérable, mais dans l'approche géopolitique, ils sont très difficilement saisissables parce qu'ils ne relèvent pas d'un territoire physique unique ; ils évoluent plutôt dans et entre une multitude de territoires réels mais aussi virtuels, dont seule peut rendre compte la géoéconomie.

RFG. - Comment analysez-vous la montée des logiques économiques dans la sphère internationale ? Est-ce une donnée appelée à durer, à structurer la nouvelle architecture internationale ?

Y.L. - Pendant longtemps, pour cause de Guerre froide, le débat idéologique a tourné autour de la défense du monde libre. Pour beaucoup de gens, l'idée de la liberté a été une préoccupation majeure, bien plus importante y compris pour les dirigeants politiques, que d'assurer la sauvegarde et la défense des grosses firmes, en un mot les intérêts capitalistes. Quoi

qu'en disaient les communistes, on ne défendait pas le « capitalisme », on défendait en premier lieu le monde libre. Et il est bien évident que l'on avait parfaitement raison ! Avec l'effondrement, difficilement imaginable il y a peu, du système soviétique, ou cette conversion, pour ce qui est du communisme chinois, aux pires formes du capitalisme sauvage, tout en conservant le contrôle du culturel et du politique, le champ de la réflexion relative aux questions économiques est aujourd'hui dégagé de cette association avec le thème de la liberté. On s'intéresse dorénavant davantage aux stratégies économiques des États, de manière bien moins idéologique et en développant des approches plus concrètes. Et cela d'autant aisément qu'aucun contre-modèle politique et social crédible – qui n'existe plus à ce jour – ne vient polluer idéologiquement le débat. Quant à une éventuelle pérennité du nouveau primat économique, n'oublions pas que rien n'est jamais figé pour l'éternité. Pensez, par exemple, à l'idée qu'en France et en Europe, en 1815, on pouvait avoir de la révolution et de la nation. Les milieux populaires les rejetaient en masse. Quinze années plus tard, c'était l'inverse ! Les revirements de ce type sont innombrables. L'Histoire nous incite à la modestie face à l'événement et à l'instant. Pour répondre plus précisément, je crois qu'il faudra attendre que les effets du désastre communiste s'estompent, aient été politiquement et psychologiquement digérés avant qu'une autre approche sociétale crédible et valable ne puisse émerger et venir, le cas échéant, contester le « tout économique ».

41

RFG. – Quelle importance accorder désormais à la puissance militaire comme élément de puissance globale et de rayonnement ?

Y.L. – Je pense que la recherche de la puissance militaire, au moins d'une certaine suffisance en ce domaine, restera encore longtemps un facteur déterminant dans la politique des États. Ne serait-ce qu'en raison des enjeux économiques et financiers très importants qu'il représente. Pensez aux millions d'emplois dépendant du secteur de la défense en Occident ! Ou encore aux budgets colossaux dont bénéficient plusieurs firmes du secteur militaro-industriel. Il serait dans l'ordre des choses que nos gouvernants (ou les entreprises du complexe militaro-industriel) inventent un nouvel adversaire pour justifier la poursuite au moins partielle du prélèvement de sommes colossales sur le budget de l'État. C'est là une règle de l'Histoire. Cela étant dit, on observe aujourd'hui un primat économique. Et la contrainte, l'impératif économique apparaît comme un facteur auquel une société, une nation ne peuvent pas se soustraire. Pourquoi ? Parce qu'à l'heure actuelle, le « challenge » politique structurant de notre siècle, c'est-à-dire l'existence d'une idéologie de contestation, le communisme, est pour le

moment complètement disqualifié. Comme je l'ai indiqué précédemment, je pense toutefois que cela ne durera pas.

RFG. - Avec la montée en puissance de la réflexion géoéconomique, qui s'applique pour l'essentiel aux relations entre pays industrialisés, ne risque-t-on pas de voir la géopolitique être progressivement reléguée à la seule analyse des rivalités de pouvoir dans les régions du Sud, c'est-à-dire là où le territoire physique, la représentation que l'on s'en fait, suscitent encore bien des convoitises et justifient guerres et conflits ?

42 Y.L. - Oui et non. L'approche géoéconomique dans le cas de l'Europe occidentale et des États-Unis paraît assurée d'une certaine validité. Dès lors que l'on s'intéresse aux pays en voie d'industrialisation, le recours conjoint à la géopolitique et à la géoéconomie peut se justifier. Regardez par exemple comment se manifestent aujourd'hui les rivalités entre les États-Unis et la Chine. Elles ne passent pas seulement par des rivalités directes relatives à des territoires, mais par le fait que Pékin veut marquer sa position de très grande puissance, tant sur le plan politique qu'économique, et n'accepte pas les ingérences au nom de valeurs occidentales qui, certes, nous sont très importantes, mais sont totalement étrangères au régime communiste de Pékin. Et des tensions non territoriales peuvent avoir des effets directs sur un enjeu géopolitique actuel, qui est celui de la rétrocession de Hong Kong à la Chine fin juillet 1997. Il me paraît évident que le durcissement du discours Chine/Occident sur une multitude de sujets (Droits de l'homme, avenir de Taiwan, concurrence commerciale, contrefaçon, etc.) ne peut qu'inciter Pékin à reconsidérer ses engagements quant à la gestion future de la colonie britannique, ce qu'elle a d'ailleurs commencé à entreprendre.

Si l'on porte notre regard sur la situation en Russie, on le voit, l'économie et la course au « billet vert » sont aujourd'hui au centre de toutes les préoccupations. On sait très bien que cela ne durera pas. Le fiasco de la transition sous couvert de démocratie et le pillage d'un certain nombre de ressources par ce que l'on appelle maintenant des mafias, qui sont associées, il faut le souligner, à des intérêts occidentaux très puissants, conduiront nécessairement à une réaction politique qui prendra les attributs du nationalisme classique. Imaginons qu'un nouveau gouvernement russe, issu par exemple d'élections anticipées faisant suite à une incapacité de Boris Eltsine à poursuivre sa tâche, proclame que les privatisations des ressources naturelles, qui ont été réalisées, à ce jour, de fait essentiellement au profit de mafias russes et de grandes firmes occidentales, soient illégitimes et que, par voie de conséquence, les Occidentaux aient abusivement profité de la situation. Une telle évolution, qui n'est pas à exclure, conduirait

immédiatement à l'ouverture d'une nouvelle période de tension avec les puissances occidentales, car les grandes firmes allemandes ou américaines ne se laisseront pas déposséder de ce qu'elles estiment, à tort ou à raison, avoir légitimement acquis. Tension qui pourrait se traduire par une tentative de remise en ordre sur le plan intérieur, d'autant plus justifiée que l'on aura parallèlement recouru à la rhétorique classique de l'ennemi extérieur, mais aussi par des problèmes territoriaux, notamment dans la région balte où, on le sait, les frontières avec la Russie sont contestées et où les minorités russes demeurent importantes. Et nous sommes là au cœur de problèmes géopolitiques. Pour l'instant, tout est calme... Mais nous ne sommes pas à l'abri de surprises dans cette partie de l'Europe orientale. En prenant ces deux illustrations, j'ai souhaité indiquer que l'approche de la géoéconomie n'est pas exclusive dans ces régions. Le plus souvent, géopolitique et géoéconomie sont entremêlées.

RFG. - Quel rôle attribuez-vous à la puissance publique dans la définition des nouvelles stratégies de puissance internationale ?

Y.L. - J'ai été frappé d'observer l'importance considérable accordée aux États dans la mise en œuvre des stratégies géoéconomiques. Jusqu'à ces tout derniers temps, on avait un discours tout différent, les États étant voués à une relative « obsolescence », ou encore à disparaître comme le prophétisent les thuriféraires du mondialisme. Au passage, il est assez amusant de voir que le discours de ces derniers converge, en quelque sorte, avec les vieilles prophéties marxistes du dépérissement de l'État ! Plus sérieusement, la géoéconomie témoigne de ce que l'État a un rôle central à jouer. Je m'en félicite. Les groupes privés qui tirent profit de la mondialisation et de ces transferts instantanés de capitaux rendent compte que l'État joue un rôle important. J'en veux pour preuve le livre *L'économie mondialisée* de Rob Reich, paru aux États-Unis en 1991. Les trois quarts de cet ouvrage discutent les avantages et atouts du marché, la place des grandes firmes dans l'économie internationale et, ô surprise, la fin de l'ouvrage insiste sur l'importance du rôle de l'État, sur la nécessité de son maintien, sur son incontournableité pour certaines fonctions clés. Reich indique que les transferts de capitaux ne se font pas des pays riches vers les pays pauvres, mais de pays riches à pays riches. Et les capitaux se dirigent vers là où se trouvent les meilleures opportunités d'investissements, celles-ci, pour notre auteur, étant les sociétés dynamiques du domaine de la production culturelle et de matière grise. Mais pour avoir des entreprises innovantes, performantes sur le plan de la créativité, il convient que préexistent des systèmes d'enseignement, d'éducation, de soins de très haut niveau. Ces systèmes, ce n'est pas le marché qui en assure le financement et la bonne

marche. Ce sont l'État et les nations, c'est en définitive l'État-nation. Robert Reich ajoute qu'une harmonie suffisante entre la nation est indispensable. Il faut penser loin et définir ses intérêts propres mais aussi sociétaux à long terme. La démission intellectuelle et culturelle de l'État aux États-Unis a eu des conséquences désastreuses sur l'inventivité de la société dans son ensemble, insiste encore Robert Reich. Rechercher uniquement la rentabilité à court terme ne permet pas à une société de s'épanouir et de progresser. C'est en fonction d'une vision à long terme du souhaitable pour une société que l'on peut planifier ses besoins en formation, valeurs, culture et santé. Cela demande d'inscrire réflexion et action dans le temps. Cela, seul l'État – qui a conscience des intérêts suprêmes de la nation – en a la capacité. Loin d'être une des raisons d'accepter ou de souhaiter l'obsolescence voire la disparition de l'État, la mondialisation constitue, à mes yeux, une opportunité nouvelle pour donner une cohésion renforcée à la nation.

REG. - Quel avenir voyez-vous pour la géoéconomie en tant que champ d'investigation des postures internationales et relations de puissance ?

44 Y.L. - La géoéconomie est un domaine prometteur. C'est un champ relativement neuf et méconnu pour lequel tout un travail d'exploration, de médiation, d'explication et de mise en contact doit être entrepris. Nous avons des rivalités de pouvoir, de puissances qui ne sont compréhensibles que par un très petit nombre de spécialistes, soit chefs d'entreprises, banquiers, analystes financiers ou encore économistes. Avec ses outils, la géoéconomie doit les rendre intelligibles pour le plus grand nombre. Surtout, il convient qu'elle y sensibilise ceux qui ont la responsabilité d'assurer la cohérence de la nation face à l'extérieur et de mobiliser ses capacités de rayonnement et d'influence.

Sommaire

Les conflits de la mondialisation

Éditorial <i>Pascal LOROT, Jean-François DAGUZAN, Didier LUCAS</i>	5
Géoéconomie, l'indiscipline intellectuelle	
De la géopolitique à la géoéconomie <i>Pascal LOROT</i>	9
La revue <i>Géoéconomie</i> : histoire, identité et perspectives <i>Pascal LOROT</i>	21
Survivre à la crise ou le retour brutal de la géoéconomie <i>Jean-François DAGUZAN</i>	31
Géopolitique, économie et nation <i>Yves LACOSTE</i>	39
Les nations au cœur des enjeux géoéconomiques	
Les États-Unis à la reconquête du monde ? <i>Yannick MIREUR</i>	47
La Chine sera-t-elle l'hyperpuissance du XXI ^e siècle ? <i>François LAFARGUE</i>	55
Le projet de puissance de la Russie : entre confiance, lucidité et défensive <i>Isabelle FACON</i>	63
Demain, la fin des exceptions françaises <i>Jean-Thomas LESUEUR</i>	73
L'Europe en 2025 : géant économique, nain politique ? <i>Pascale JOANNIN</i>	79
Regards sur les grands défis géoéconomiques	
Mondialiser n'est pas globaliser <i>Francis GUTMANN</i>	89
Le changement climatique, un enjeu international majeur du XXI ^e siècle <i>Jean-Paul MARÉCHAL</i>	93

L'importance stratégique de l'eau <i>Franck GALLAND</i>	101
Vers de nouvelles guerres de l'énergie ? La crise ne résout rien <i>Christophe-Alexandre PAILLARD</i>	111
Malaise dans l'approvisionnement alimentaire du monde <i>Thierry POUCH</i>	117
Sortir de notre planète : nouvelle maturité, nouveaux risques dans l'espace ? <i>Xavier PASCO</i>	125
Télécommunications : la révolution par les services, les usages et les modèles économiques <i>Abdelkrim BENAMAR</i>	133
Le temps de l'hypercompétition ? <i>Didier LUCAS</i>	139